

# LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

JEUDI 5 DÉCEMBRE 2019 / N° 6584

## Portrait

**Nathalie Stucky, la journaliste lausannoise qui a fait son nid au Japon** ●●● PAGE 22



## Débats

**La Suisse prépare un projet de loi pour faire taire les lanceurs d'alerte** ●●● PAGE 9

## Forum Imagine

**Et si la créativité permettait de sauver le monde?** ●●● PAGE 21

## Eros & Controverse

**Un brin de chauvinisme agrémenté de spécialités, petit inventaire des fantômes des Suisses** ●●● PAGE 19

# La Suisse rechigne à construire écolo

**CONSTRUCTION** Briques en terre crue, isolation en chanvre, ciment à base de béton recyclé: les matériaux écoresponsables peinent à s'imposer

■ En cause: une certaine frilosité, des normes contraignantes et un manque de volontarisme des collectivités, malgré une prise de conscience environnementale

■ La Suisse croule sous 14 millions de tonnes de déchets de chantier – des terres d'excavation non polluées – dont moins d'un quart est recyclé

■ Mais l'utilisation d'asphalte usagé pour rénover les routes progresse. Neuf cantons et communes se sont fédérés pour tenter de généraliser la pratique

●●● PAGE 13

## ÉDITORIAL

### Attention à ne pas sacraliser Yuka & co.

ANOUGH SEYDTAGHIA  
@Anouch

Elles s'appellent Yuka, BuyOrNot, NutriScan ou encore EthicAdvisor. Aujourd'hui, des dizaines d'applications nous permettent de consommer plus intelligemment. Une application, un smartphone, un scan de code-barres et le tour est joué: immédiatement s'affichent à l'écran les données les plus importantes sur le produit, tels les calories, les fibres, les graisses saturées ou le sucre. C'est terriblement efficace.

Inimaginables il y a quelques années encore, ces applications sont de véritables armes entre les mains du consommateur. Elles lui offrent la possibilité de voir en un clin d'œil des informations que les industriels cachent ou écrivent de manière incompréhensible sur les produits. Et on voit déjà que ces armes ont une influence sur les producteurs et la grande distribution, qui commencent à modifier certains aliments, voire certains cosmétiques, pour les rendre meilleurs pour notre santé.

Tout cela est extrêmement positif. Mais il faut faire attention à ne pas sacraliser Yuka & co. D'abord, attribuer un score de 0 à 100 à un produit est brutalement trivial. Ce chocolat noir n'obtient par exemple qu'une note de 30. Mais on sait qu'il est tout de même

préférable de manger du chocolat noir plutôt que du chocolat blanc ou du brun, qui contiennent davantage de sucre...

Il ne faut pas non plus que les consommateurs se fient aveuglément à ces applications, les yeux rivés en permanence sur leur smartphone dans les rayons des supermarchés. On sait qu'il faut manger un peu de tout – une application ne remplacera jamais l'éducation – et ces logiciels ne donnent qu'une vision partielle de l'alimentation.

Il faut aussi questionner sans cesse les alternatives que proposent ces applications à des produits au score médiocre. Pourquoi ces aliments sont-ils proposés à la place? Les éditeurs ont-ils des accords avec certains producteurs? Sont-ils totalement indépendants? Comment sont conçus les algorithmes?

Enfin, il est nécessaire de garder un œil sur les géants de la technologie, à commencer par Google. Déjà très présent dans le domaine de la santé, dévoreur de données au niveau mondial, il pourrait lui aussi se lancer sur le marché des conseils alimentaires.

Encore une fois, loin de nous l'idée de critiquer ces initiatives qui nous incitent à mieux consommer. Mais il faut les utiliser avec discernement. ●●● PAGE 4

## Yémen, reflets de l'Arabie heureuse



MONIQUE JACOT, ÉDITIONS COULEURS D'ENCRE, RÉSERVE PRÉCIEUSE/BCUL

**IMAGES** La photographe neuchâteloise Monique Jacot a sillonné le Yémen à de nombreuses reprises dans les années 1980. Quarante ans plus tard, quelques-unes de ses perles retrouvent la lumière. Des tirages uniques obtenus par transfert de polaroids sur papier Arches à la cuve, à découvrir à Lausanne.

●●● PAGE 11

## Marc Aymon dépoussière en direct le patrimoine musical romand

**PERFORMANCE** Après avoir conçu *O Bel Eté!*, un livre-disque consacré aux chansons du patrimoine valaisan et romand, **Marc Aymon** poursuit son opération de dépoussiérage des mélodies d'antan. Le chanteur valaisan a lancé cet automne le projet *Glaneurs*, qui le voit aujourd'hui se plonger dans des centaines de documents récoltés aux quatre coins de la Suisse romande. Cette expérience filmée est à voir aux Arsenaux à Sion, et au nouveau



## L'OTAN et le mirage d'une défense européenne

**ALLIANCE** Le sommet de Londres a une nouvelle fois confirmé la dépendance militaire de l'Europe envers les Etats-Unis

■ A l'exception d'Emmanuel Macron, aucun autre chef d'Etat n'est venu soutenir l'idée d'un projet de défense européenne autonome au sein de

## Toujours plus près du Soleil, l'odyssée de la sonde Parker

**ASTROPHYSIQUE** Elle n'est plus «qu'à» 24 millions de kilomètres du Soleil. Tel un Icare spatial, la sonde américaine Parker Solar Probe s'approche toujours plus de l'astre, situé à 150 millions de kilomètres de la Terre. Lancée en août 2018, cette sonde a pénétré au cœur de l'atmosphère externe du Soleil, la couronne. Sa mission: analyser cet environnement et comprendre les phénomènes qui s'y déroulent, notamment les tempêtes et autres éruptions solaires. Les scientifiques ont pu avoir accès aux premières données glanées par Parker. Une chose est certaine: elle a brisé les barrières de la physique.

## 18+4

**NESTLÉ ADAPTE SES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CONGÉS PARENTAUX.** Dès 2020, le «parent principal» jouira de 18 semaines payées, au lieu de 14 jusqu'à présent. Le «parent secondaire» de son côté pourra profiter de quatre semaines, alors que rien n'était précédemment prévu pour ce cas de figure.

**CHRISTIAN PETIT**  
Directeur général  
de Romande Energie

L'énergéticien vaudois pâtit depuis plusieurs années de sa participation dans Alpiq. Le groupe entend toutefois conserver ses parts (via ses 29,7% dans EOS Holding, qui détient 31,4% d'Alpiq), a déclaré mercredi son patron.



## 84,58

**LA LIVRE STERLING A GRIMPÉ MERCREDI FACE À L'EURO.** Elle a culminé à 84,58 pence vers 13h55, un niveau plus vu depuis mai 2017. La devise a accentué ses gains après avoir profité d'un sondage sur les élections britanniques qui montre un renforcement de l'avance des conservateurs.

SMI 10334,56 +0,99%	↑	Dollar/franc	0,9893	↑
Euro Stoxx 50 3660,02 +1,36%	↑	Euro/franc	1,0955	↑
FTSE 100 7188,50 +0,42%	↑	Euro/dollar	1,1074	↓
		Livre st./franc	1,2954	↑
		Baril Brent/dollar	63,22	↑
		Once d'or/dollar	1473	↓

RACHEL RICHTERICH  
@RRichterich

Accrochées aux parois du bureau, des coupures de journaux, qui rélatent les moments forts de l'entreprise. Quand Soreval (qui s'appelait encore Scrasa à l'époque) inaugurerait par exemple la déchèterie des Chanâts à Bellevue (GE), qu'elle a construite entièrement avec des matériaux de recyclage. On y voit le responsable de la gravière genevoise, Jean-Marc Zuccalli, poser avec le Vert Robert Cramer, alors conseiller d'Etat. C'était en mai 2005. Depuis? «Pas grand-chose», toise d'un air blasé celui qui est aux commandes du site depuis trente ans.

Pas de dégradations notoires pourtant, «le site n'a pas explosé», ironise Jean-Marc Zuccalli. La solution de Soreval (acronyme de Société REcyclage VALorisation) est simple, référencée dans le manuel de réutilisation des déchets de chantier de l'Etat: elle consiste à mélanger la terre récupérée des chantiers avec de la chaux pour la stabiliser et ainsi pouvoir la réutiliser comme remblai. Et elle contribue à préserver les ressources naturelles.

### Des montagnes de déchets

Surtout, cette solution répond à un enjeu de taille: Genève et, plus généralement, la Suisse croulent sous les déchets de chantier. Dans le canton lémanique, ils représentent 70% des déchets produits, soit 4,6 millions de tonnes par année. Les matériaux d'excavation en constituent près des trois quarts (3,1 millions de tonnes) et sont pour l'essentiel (80%) non pollués, peut-on lire sur le site de l'Etat. Les proportions sont sensiblement les mêmes sur le volume total annuel de 14 millions de tonnes de déchets de chantier générés à l'échelle du pays. A l'échelle du pays, les proportions sont les mêmes avec 17 millions de tonnes de déchets provenant de la démolition des bâtiments et infrastructures et 55 millions de tonnes des matériaux d'excavation.

Ce qui cloche? «Le conservatisme de la profession en général», grogne Jean-Marc Zuccalli. Un constat que partage Rodrigo Fernandez, cofondateur du vaudois Terrabloc. Vainqueur avec son associé du Prix SUD (start-up durable) organisé par *Le Temps* pour leurs briques faites à partir de déchets d'excavation, il évoque une «frilosité» inhérente au changement de pratique. «La routine est tenace», renchérit Jorgen Hempel, dont l'entreprise Hemp Eco Systems, sise à Sainte-Croix (VD), élabore des solutions de construction et d'isolation à base de chanvre. Même le géant Holcim confiait au *Temps* rencontrer des difficultés à écouler son ciment à base de béton recyclé.

Résultat: les décharges de nos régions arrivent à saturation et une partie des déchets est exportée jusque dans les pays limitrophes - à hauteur de 50% à



Parmi les solutions alternatives au béton conventionnel, les briques de la société vaudoise Terrabloc, faites à partir de terres d'excavation. Le secteur suisse de la construction reste encore frileux face à ces matériaux. (BARBARA HAEMMIG DE PREUX)

## La construction au pied du mur

**ENVIRONNEMENT** Les matériaux recyclés ou alternatifs au béton n'ont pas la cote. En cause, le conservatisme des mandataires, notamment des collectivités, qui se disent bridés par l'habitude et les normes

tonnes de matériaux de construction consommés en Suisse, le 15 % seulement provient de matériaux recyclés (11 millions de tonnes), indique l'Office fédéral de l'environnement. Quant aux matériaux alternatifs (bois, chanvre, etc.), leur utilisation est si marginale qu'elle n'est pas recensée dans les statistiques.

### Le poids des habitudes et des normes

«Personne ne veut assumer le risque de travailler avec ces matériaux relativement neufs sur le marché» à l'échelle de la construction, constate Jacques Martelain, directeur du Service cantonal de géologie, des sols et des déchets à

Genève (Gesdec). «Le manque de recul constitue un frein évident à leur intégration dans un ouvrage qui, lui, est soumis à des garanties d'exécution», observe René Leutwyler, président de la section genevoise de la Société suisse des entrepreneurs, représentant la branche de la construction. «Les solutions innovantes nécessitent une pratique régulière et une mise en situation pour pouvoir déceler les aspects à améliorer», abonde Rodrigo Fernandez.

D'où le besoin de documenter les bons exemples, préconise Laurent Audergon, directeur de l'Association pour le recyclage de matériaux de la construction (ASR): un manuel des bonnes pratiques doit

paraître prochainement sur un site web dédié. De quoi pallier les «lacunes normatives», pointées par René Leutwyler, qui sont l'autre obstacle majeur auquel se heurtent systématiquement les nouvelles solutions. «Nous nous sommes retrouvés bloqués plusieurs fois en plein milieu d'un chantier à cause de cela», dénonce Jorgen Hempel.

Hormis certaines règles adaptées de l'Union européenne, c'est la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) qui édicte les normes de la construction (l'Association suisse des professionnels de la route et des transports, VSS, couvre le domaine du génie civil). Au sein de la SIA, le groupe

professionnel environnement s'évertue à sensibiliser à ces techniques. Notamment promouvoir la norme SIA 112/1, qui jette les bases de la construction durable, avec des recommandations pour la gestion des ressources et le gain d'efficacité énergétique.

Les normes comportent aussi leurs biais. D'abord parce qu'elles doivent pouvoir s'appliquer en toutes circonstances. «Un projet de construction durable nécessite au contraire de tenir compte de l'environnement spécifique dans lequel il s'inscrit, pour avoir du sens», note Paola Tosolini, qui enseigne depuis 2013 la construction durable à Hepia (Haute école du paysage, d'architecture et

d'ingénierie) basée à Genève. Ensuite parce qu'elles imposent des marges de sécurité que ne peuvent atteindre la plupart des matériaux alternatifs, notent les experts. Sans oublier le poids des lobbys, représentés dans les commissions normatives, qui freinent le référencement de ces nouveaux matériaux, selon plusieurs interlocuteurs.

### Les décharges de nos régions arrivent à saturation et une partie des déchets est exportée jusque dans les pays limitrophes

Pour autant qu'ils assument le fait de travailler avec des matériaux non normés, les maîtres d'ouvrage gardent la liberté d'imposer un choix constructif. A commencer par les pouvoirs publics (Confédération, cantons et communes), dont les projets de construction durable forment une sorte de jurisprudence, soulignent les experts. «Plus les matériaux alternatifs donnent la preuve de leur résistance dans des bâtiments publics ou des infrastructures, plus on progressera. Quelque 1630 bâtiments contiennent déjà plus de 50% de béton recyclé», précise Laurent Audergon.

### L'Etat comme levier

Du côté des collectivités, on dit en général encourager l'utilisation de matériaux plus écologiques, par le biais de recommandations ou de directives, sans pour autant l'imposer. L'Office fédéral des constructions dit orienter ses projets selon des recommandations de construction durable établies par la KBOB (Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics). Cette association, qui représente les maîtres d'ouvrage publics en Suisse, planche sur une nouvelle directive spécifique au recyclage des matériaux de construction minéraux. Une motion a en outre été déposée cet automne pour ancrer l'exemplarité du secteur public. «Ce dernier représente le vrai levier pour accélérer le changement culturel qui doit s'opérer», insiste Laurent Audergon.

De la fenêtre de son bureau, Jean-Marc Zuccalli pointe du doigt de gros blocs de béton entre lesquels slalome un camion: «Vous voyez une différence entre le bloc de gauche et celui de droite? Non. L'un des deux est fait avec 100% de béton recyclé.» Il ne dira pas lequel, il n'ose surtout pas le mettre en avant, lassé, comme Jorgen Hempel, de devoir

### RECYCLAGE

## L'asphalte ouvre la voie

Comme souvent, la solution se trouve peut-être sous nos yeux. Ou sous nos pieds plus exactement, puisque l'utilisation d'asphalte usagé pour rénover les routes progresse, ouvrant la voie à une généralisation du principe d'utilisation de matériaux recyclés dans la construction. Huit cantons se sont fédérés et ont

dans les revêtements routiers, indique au *Temps* Laurent Audergon. Il dirige l'Association pour le recyclage de matériaux de la construction (ASR). «Il s'agit des pionniers Argovie et Vaud, ainsi que Genève, Valais, Berne, Zurich, Uri et Lucerne», précise-t-il.

Ce guide des bonnes pratiques, basé

pour augmenter la part de recyclé dans nos routes.

Pour l'heure, sur les quelque 2,5 millions de tonnes de déchets bitumineux provenant de la démolition de routes l'an passé, environ 1,7 million seront recyclés et le reste mise en décharge ou exportés, indique l'OFEV. Notamment aux Pays-Bas